

IL A PRONONCÉ UN DISCOURS À L'OUVERTURE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES CADRES DU POLISARIO ET DE LA RASD

Le Président Ghali interpelle le Conseil de sécurité de l'ONU

Le président Brahim Ghali, secrétaire général du Front Polisario et Président de la RASD, a prononcé un important discours à l'occasion de l'ouverture, à la salle de conférences (ex-INH) de l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès, de la 7^e université d'été qui regroupe plus de 400 cadres du Polisario et de la RASD.

Selon la première analyse que l'on pouvait faire de cette allocution qui survient plus exactement un mois – élu le 9 juillet — après son élection à la tête du Front et de la RASD, elle est en effet destinée aussi bien aux amis qu'aux adversaires et elle se veut un rappel aux uns et aux autres que le Polisario n'a changé ni d'objectifs ni de méthode de combat pour l'autodétermination du peuple sahraoui, action articulée, pour l'heure, principalement à partir du terrain politique.

Au départ de son discours le Président Ghali a rendu un vibrant hommage à son prédécesseur feu Mohamed Abdelaziz qu'il a qualifié de grand combattant qui a laissé son nom dans toute l'histoire de la région du Maghreb. Cet hommage est aussi un message : nous continuons le combat sur la même voie tracée depuis longtemps.

Colonisation et violence

Avant d'appeler le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre ses responsabilités quant à la protection des droits et des richesses naturelles du peuple sahraoui, le chef du Polisario et président de la RASD a fait un constat qui accable l'occupant marocain.

Il analyse la situation dans le nord-ouest de l'Afrique et dresse un bilan sur l'occupation du territoire et la violence contre des civils. «L'université d'été des cadres du Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique s'apprête à étudier les problèmes de la région, notamment les menaces sécuritaires dangereuses que vit cette région. Ce que nous attendons aujourd'hui de la communauté internationale, ce sont des positions claires et neutres contre les problèmes que génèrent les actions de l'Etat occupant (Maroc) lequel pousse cette région vers l'anarchie, l'insécurité, la déstabilisation et la destruction.» Selon le président, la politique d'expansion des dirigeants marocains est dangereuse pour la paix et la stabilité des pays nord-africains.

Pour argumenter son assertion, le président Ghali revisite l'Histoire récente de la région pour dire : «La philosophie de l'expansion et des frontières ouvertes préconisées à ce jour par les dirigeants du royaume marocain lesquels n'ont aucun respect pour le droit international, politique expansionniste qui n'est par ailleurs soute-

nue par aucune constitution nationale, sont les quelques raisons de l'agression abjecte, en 1963, contre les frontières de l'Etat algérien alors qu'il n'avait pas fini de combattre les forces du colonisateur. La même philosophie d'expansion territoriale a fait que le royaume du Maroc demande de vastes terres à l'Algérie, au Mali et à la Mauritanie.»

Il rappellera que le Maroc a refusé de reconnaître la Mauritanie en tant qu'Etat jusqu'aux années 1970.

«C'est la même politique qui avait poussé les forces armées marocaines à envahir le Sahara Occidental en 1975. Conséquence de cette situation : une menace sur la sécurité et la stabilité de la région», précise-t-il.

Par la suite, le président Ghali dresse une longue liste des violations des droits des citoyens sahraouis, citant les bombardements au napalm interdit par le droit international, les exécutions massives de civils, les enterrements de personnes vivantes, les jets de personnes vivantes à partir d'hélicoptères, la torture systématique de personnes, les arrestations massives et l'emprisonnement sans raison.

La drogue du Maroc encourage la grande criminalité et finance les groupes terroristes

Le constat du Président Ghali ne s'arrête pas aux violences physiques subies par les citoyens, il dénonce

également l'attaque par le Maroc de la santé, les tissus sociaux des peuples de la région et leurs économies. «Malheureusement la nuisance du Maroc ne s'arrête pas à cet aspect de la violation des droits du citoyen. Le royaume encourage la production de l'un des produits les plus nocifs du siècle contre la jeunesse.

Le Maroc est le plus grand producteur et le plus grand exportateur de drogue. La circulation massive de cette drogue met gravement en danger la stabilité des peuples de la région et la sécurité des Etats. La production et l'exportation massives sont un moyen pour encourager la grande criminalité et financent les groupes terroristes.

La République sahraouie tente, avec l'aide des amis et des alliés de la région, de mettre un terme à ce trafic.»

Hassan II voulait un référendum d'autodétermination ; son fils a renié la parole du père

Sur la disponibilité du Maroc à négocier, le président Ghali n'est pas optimiste. Bien au contraire, il accable une autre fois le souverain marocain Mohammed VI «aujourd'hui les efforts de paix des Nations-Unies font face à la politique d'obstruction qu'observe l'Etat occupant.

Le défunt roi Hassan II a pris conscience de l'erreur de la colonisation. Il avait orienté dès lors sa politique vers la solution honorable pour les deux parties en conflit, et ce en application du droit international. Il voulait à cet effet organiser un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Malheureusement, l'actuel souverain marocain renie la parole de son père et les engagements de ce dernier, entrant dans une politique de fuite en avant. Il est entré en confron-



Brahim Ghali, Président de la RASD.

Photo : NewPiss

tation directe avec les Nations-Unies et s'isole de la communauté internationale.»

La liste des revendications adressée publiquement à l'ONU

Le président de la RASD rappelle la récente manœuvre au niveau de l'Union africaine (AU) dont s'est rendu coupable le Maroc lors du sommet de Kigali pour exclure, avec ses alliés africains la RASD de cette organisation panafricaine. «Cette manœuvre ne reflète pas la volonté sincère d'intégrer la famille africaine avec ses orientations, ses principes, ses usages et ses lois», déplore-t-il avant de constater que le souverain marocain a adopté une démarche et un discours méprisants envers les pays africains, comparant le continent à un malade qui aurait besoin de soins.

Pour le président, cette politique de fuite en avant et du comportement de

colonisateur sont soutenus par la France et certains Etats qui ont un passé de colonisateur. Le chef du Polisario clôtura son discours en s'adressant directement à l'ONU pour formuler les revendications de son pays.

«Les Nations-Unies sont interpellées pour assumer toutes leurs responsabilités afin de terminer l'action de décolonisation dans le Sahara Occidental, prendre des décisions adéquates à cet effet, imposer des sanctions à l'Etat colonisateur (Maroc) jusqu'à ce qu'il accepte l'application du droit international et détermine l'échéance pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Nous demandons également au Conseil de sécurité d'accomplir de rapides et efficaces actions pour mettre fin au comportement du Maroc qui viole la Charte de l'Organisation mondiale.»

Abachi L.

JUSTICE

La Cour d'Alger confirme la peine prononcée à l'encontre de Mohamed Talmat

La peine prononcée le 11 juillet dernier par le tribunal de Sidi-M'Hamed à l'encontre du journaliste Mohamed Talmat a été confirmée hier à la Cour d'Alger, lors du procès en appel.

Condamné à deux ans de prison ferme assortis de 200 000 DA d'amende pour «outrage à corps constitué» et «offense au président de la République», Mohamed Talmat a surtout dénoncé les conditions de sa détention. D'abord à la prison d'El Harrach puis à Kolea, en dehors de la juridiction d'Alger. «C'était pour empêcher mes avocats de me voir», a-t-il déclaré. Il

n'y a pas eu débat sur le fond de ses écrits ou ce qu'il a comme preuves pour l'appuyer. Le tribunal s'est contenté de lui poser des questions générales sur les sujets traités dans sa page Facebook à propos de plusieurs hauts responsables et de leurs proches. C'est le texte consacré à Bouteflika qui a valu à Mohamed Talmat la requalification des faits en «offense au président de la République». Les avocats de Mohamed Talmat, M^e Amine Sidhoum et M^e Bachir Mechri ont estimé dans leurs plaidoiries qu'il y a un flagrant vice de forme, que le parquet a corrigé en poursuivant Mohamed Talmat pour offense au chef de l'Etat. M^e Sidhoum a expliqué dans sa plaidoirie que c'était pour

couvrir l'arrestation arbitraire et l'emprisonnement de son client, parce que les poursuites pour outrage à corps constitué ne prévoient pas une peine de prison. Mohamed Talmat, 42 ans, animait à partir de Londres où il est résident une page Facebook dans laquelle il brocardait des responsables algériens et des membres de leurs familles. Il a été arrêté par des éléments du DRS avant d'être présenté devant la justice. Ses avocats n'ont ainsi pas manqué de noter que ce service de sécurité a été dissous et celui créé sur ses décombres n'a pas la qualité de police judiciaire pour l'arrêter et l'interroger.

L. H.

SELON UN BILAN DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Diminution de 14% des atteintes à l'ordre public au 2^e trimestre 2016

Les atteintes à l'ordre public ont diminué de 14% durant le 2^e trimestre de l'année 2016 en comparaison avec la même période de 2015, reflétant une «amélioration de la paix sociale à travers l'ensemble du territoire national, indique mardi un bilan de la Gendarmerie nationale.

Durant le 2^e trimestre 2016, il a été enregistré à travers l'ensemble du territoire national 429 cas d'atteintes à l'ordre public, avec une moyenne de 5 cas par jour, illustrant ainsi une diminution de l'ordre de 14% par rapport à la même période de l'année écoulée, au cours de laquelle il a été constaté 502 cas de troubles à l'ordre public. Cette régression est due notamment aux «efforts consentis par les unités de la Gendarmerie nationale sur le plan préventif et ce, par le travail d'an-

ticipation et la transmission de l'information aux autorités administratives en temps opportun», estime-t-on de même source. Sur le plan des interventions opérées dans le cadre du rétablissement de l'ordre, les unités de la Gendarmerie nationale ont exécuté 23 réquisitions, dont 11 avec l'emploi des moyens de maintien de l'ordre. La comparaison avec le 2^e trimestre de l'année 2015 fait ressortir une augmentation de 15%. Les wilayas concernées par la délivrance de réquisitions sont Médéa, Alger, Boumerdès, Aïn Defla, Blida, Batna, Annaba, Guelma, Skikda et Mila. Evoquant les actions de renforcement des dispositifs de sécurité publique, le document de la Gendarmerie nationale note que ces dispositifs sont adaptés pour «répondre aux impératifs sécuritaires et, parfois, dynamisés pour le ciblage des foyers de la délinquance à travers l'exécution d'opérations coup de poing». Dans ce cadre, il a été procédé à l'exécution de 1 204 opérations coup de poing à travers le territoire national, engendrant une hausse de l'ordre de 03% par

rapport au 2^e trimestre 2015, est-il précisé dans le bilan. Ces opérations se sont soldées par l'identification de 591 286 personnes et 261 799 véhicules et l'arrestation de 1 456 personnes dont 500 ayant fait l'objet de mandats de justice. Dans la partie relative aux infractions aux lois spéciales, à l'exception des infractions au code de la route, les unités de la Gendarmerie nationale ont traité durant le 2^e trimestre de l'année 2016, 3 794 affaires ayant abouti à l'interpellation de 3 220 personnes. En comparaison avec la même période de l'année 2015, il a été enregistré une diminution de 5,86% avec 4 030 infractions. Les infractions liées à la réglementation des prix et fonctionnement des marchés sont les plus fréquentes : 65% sont liées au défaut du registre de commerce et 19% au défaut de facturation, suivi des infractions de délits de boissons, de l'urbanisme, du code des eaux et de la santé publique. La Gendarmerie nationale constate, d'autre part, que la délinquance et la criminalité de droit commun, qui constituent un facteur affectant le senti-

ment de sécurité chez les citoyens, ont connu une baisse par rapport à la même période de l'année précédente. «Néanmoins cet environnement reste encore affecté par des comportements inciviques et indécents qui touchent à la sécurité publique», déplore la même source. En outre, le renforcement du maillage territorial et les dispositifs de surveillance et de contrôle au niveau des frontières ont contribué, de «manière significative», dans la lutte contre la criminalité organisée, qui a connu une régression durant cette période, traduisant «l'efficacité des différents dispositifs sécuritaires mis en place», souligne-t-on. Toutefois, l'activité criminelle transfrontalière «persiste» malgré sa régression durant cette période, note encore la Gendarmerie nationale qui explique que ce constat est dû essentiellement à «la situation sécuritaire des pays voisins, démunis de capacité de lutte, notamment aux frontières», et d'autre part, par «la passivité et la complaisance des services d'autres Etats».

APS